

Samir AMIN

Diversité et ambiguïté des « Mouvements Sociaux » (Le cas du Moyen Orient) (Rev 3)

1. Une diversité objet de questionnement nécessaire

La diversité des « mouvements sociaux » n'est certainement pas une caractéristique spécifique particulière à notre époque. C'est même plutôt la règle à travers l'histoire, au moins moderne, dont la trajectoire est le produit des transformations des rapports de force sociaux façonnés par les luttes animées par ces mouvements et les conflits qui les opposent les uns aux autres. Cette formulation très générale de la place des « mouvements sociaux » dans l'histoire devrait être qualifiée de platitude, d'évidence première sans grande portée par elle-même. Aussi, parler de « mouvements sociaux » sans préciser pour chacun d'eux la nature de leurs objectifs, de leurs choix stratégiques des terrains de luttes, de leurs options concernant les alliances recherchées et/ou refusées, c'est parler dans le vide. Cette constatation de simple bon sens ne mériterait pas même d'être rappelée si ce n'est que, dans le moment actuel, la « diversité » des « mouvements » est parfois affirmée comme une valeur fondamentale, positive en soi. Et que, dans cet esprit, il est « interdit » de porter un jugement quelconque concernant un mouvement quelconque : tout mouvement ayant le « droit » d'exister (ce qui n'est probablement pas contestable en soi), échapperait de ce fait à toute obligation d'entendre l'appréciation que d'autres que lui-même se font de ce qu'il est. Cette formulation évacue la confrontation et le débat, refuse de « faire de la politique » (une option condamnée dès le départ d'ailleurs). Chaque mouvement a sa « stratégie » propre, ses objectifs propres. C'est son « droit » (évidemment) ; mais on en déduit davantage : que toute recherche de « stratégies collectives communes à des alliances larges de mouvements divers » serait non seulement inutile (l'histoire n'a pas besoin de telles prétentions pour « avancer »), mais dangereuse pour les libertés humaines fondamentales (le discours « anti-totalitaire » se régale de ce genre de critique de « la » politique). Qualifiera-t-on de libertarianisme absolu la position décrite ici ? Oui, si on le veut.

L'analyse que je propose dans ce qui suit se veut être une contribution au débat politique fondamental de notre moment : comment construire une convergence dans la diversité qui permettra aux classes et peuples dominés et opprimés d'avancer ? Avec qui construire cette convergence ? Quels mouvements peuvent, par leur rassemblement autour d'objectifs communs, permettre d'aller dans ce sens ? Un tel débat est forcément politique (rejette l'idée qu'on puisse laisser les choses et les mouvements évoluer par la seule logique propre qui commande leur existence), forcément concret (particulier à une situation spécifique, caractérisant un pays, ou une région, à un moment donné).

En préambule nécessaire à cette analyse je partirai de l'affirmation que le projet mis en œuvre par l'ensemble des classes au pouvoir dans le moment actuel de « mondialisation néolibérale » n'est pas viable.

Le projet imagine possible – et souhaitable – une gestion de la société réduite à celle d'un marché économique libéré de toute entrave. Possible parce que le marché dérégulé produirait la stabilité tendancielle des équilibres offres/demandes. Souhaitable parce que, de surcroît, cet équilibre général serait efficace (promouvant la dynamique innovante la plus rapide) et

socialement optimal (toutes les catégories devant être bénéficiaires du progrès général). La pensée économique conventionnelle, quelle que soit la complexité (croissante) de ses formulations, n'a jamais dépassé l'horizon de cette vision infantile sans rapport ni avec la réalité, ni avec les exigences de la rigueur scientifique dans l'analyse. Il ne s'agit là que d'une idéologie, au sens le plus vulgaire de l'expression : une idéologie qui prétend que cette forme de la gestion sociale serait la seule « rationnelle » et, par là même, productrice du meilleur des mondes possibles. L'idéologie suppose donc une gestion économique « a-politique » (dépolitisée), réduisant l'Etat au rôle du « veilleur de nuit » garant de l'ordre. L'histoire réelle – et non l'imaginaire de l'économie transhistorique – est produite par l'association complémentaire/conflictuelle des exigences de la reproduction de l' « économie » et de l'Etat. L'Etat est alors nécessairement le lieu de cristallisation des compromis entre des intérêts sociaux différents, les uns convergents, les autres divergents. Ce compromis est toujours « historique », propre à une situation et à un moment donnés.

La question n'est pas de savoir si le projet néo-libéral mondialisé est, ou n'est pas absurde. Il est absurde et non viable. Mais il est. Et la question est de savoir pourquoi donc il s'est imposé avec la force qu'on sait. Ce « succès » d'un ensemble de conceptions rétrogrades n'a été possible que parce que les systèmes de « compromis » qui ont géré les sociétés de la Planète dans l'étape historique précédente ont épuisé leurs potentiels propres. Je fais référence ici aux trois « modèles » de l'après deuxième guerre mondiale (le Welfare State, le soviétisme, le national-populisme). L'érosion puis l'effondrement de ces trois modèles a simultanément donné sa chance à un retour au projet de soumission totale de la société aux exigences unilatérales du capital et produit le désarroi des victimes du nouvel ordre, leurs propres repères de référence ayant perdu crédibilité et légitimité. Ce déséquilibre au seul profit du capital trouve sa confirmation dans l'invitation naïve qui est faite aux victimes d'accepter leur sort. « Les salariés doivent comprendre qu'il leur faut accepter une réduction de leurs salaires » entend-on répéter par les sages qui occupent le devant de la scène médiatique. Entend-on le contraire ? « Les capitalistes doivent comprendre qu'il leur faut accepter une réduction de leurs profits ».

Dans les faits la mise en œuvre du projet néo-libéral mondialisé a produit ce qu'il devait produire : régressions sociales, inégalités grandissantes et paupérisation (le discours sur la « pauvreté » constitue une sorte de reconnaissance naïve du fait !), précarisation et anxiété qui l'accompagne, perte de crédibilité de la pratique démocratique (impuissance des pouvoirs « élus »), finalement instabilité et chaos politique.

Cette conjoncture est à l'origine de l'explosion de « mouvements sociaux » et de la pluralité extrême de leurs formes d'organisation et d'expression. L'effondrement des crédos politiques autour desquels s'étaient organisés les systèmes de soutiens aux trois modèles de la reproduction sociale de l'après guerre et les mouvements qui leur étaient associés a certainement contribué à plus de confusion. Car si d'un certain point de vue on peut dire que tous les mouvements (ou presque) sont des expressions de protestation, il n'est pas dit que cette « protestation » soit toujours dirigée contre les responsables du désastre.

2. Mouvements sociaux progressistes et mouvements sociaux réactionnaires

Il y a toujours eu des « mouvements sociaux » progressistes, et d'autres réactionnaires (les mouvements fascistes en sont bien la preuve !). La nature des classes et segments de la société dans lesquels les uns et les autres « recrutent », ou trouvent leur échos les plus favorables n'est pas elle-même un critère garantissant le caractère progressiste ou réactionnaire des

mouvements. Certains mouvements ne se placent d'ailleurs pas toujours visiblement au service d'intérêts sociaux déterminés. Beaucoup investissent des champs d'expression – comme le religieux – en apparence éloignés des terrains sur lesquels s'affrontent les intérêts économiques et sociaux.

Pour comprendre comment les uns et les autres s'insèrent dans la réalité des conflits sociaux et quels intérêts ils servent, on ne pourra faire l'économie d'analyses conduites en profondeur et de critères de jugement, lesquels n'ont de sens que par rapport à la perspective du projet de société qu'on se propose de promouvoir. Je proposerai donc le jeu des critères qui me paraissent répondre aux enjeux des conflits et convenir aux débats concernant les stratégies de construction d'alliances progressistes.

Le critère est simple au départ : un « mouvement » n'a de sens dans une perspective de la transformation progressiste de la société que s'il s'inscrit sans réserve dans le soutien des luttes promouvant le progrès social. Cela exige que les politiques de « croissance économique » ou de développement qu'il soutient aient été conçues sur des bases intégrant d'emblée les objectifs sociaux – l'emploi, la progression des revenus des travailleurs, le déploiement de services publics efficaces au service de tous etc. Mais j'ajoute immédiatement que les objectifs du progrès social en question doivent être réalisés par le déploiement et le renforcement de méthodes démocratiques de gestion sociale. Cette condition supplémentaire exclut donc les mouvements ouvertement anti-démocratiques, investissant l'avenir dans des personnages dits « charismatiques ». J'ajoute ensuite une seconde condition qui concerne le cadre « national » du combat engagé par le mouvement en question. Un mouvement qui sacrifierait des avancées sociales et démocratiques sous prétexte que celles-ci doivent être réalisés dans un espace organisé dépassant la « nation » risque fort, à mon avis, dans la structure réelle du monde contemporain, d'être contraint de remettre aux calendres l'action qu'il peut conduire avec succès dans l'horizon de l'avenir visible. Cette position pose évidemment problème entre autres pour tous ceux qui ont choisi de soumettre les luttes locales aux priorités définies sur le théâtre européen.

Sur cette base, le recensement des mouvements « progressistes » dans la nébuleuse gigantesque de ce qu'on appelle le « Forum Social Mondial » lato sensu, permet probablement de ranger la majorité des « mouvements » - en ampleur de leur présence sur le terrain – dans le camp des forces progressistes. A des degrés divers certes, mais sans grande hésitation. Tous les mouvements qui « défendent » des intérêts menacés par le déploiement néo-libéral (syndicats entre autres), toutes les organisations citoyennes de défense de droits généraux ou spécifiques (des femmes, des immigrés, de l'écologie etc.) trouvent leur place dans cette vision, que ces mouvements soient « radicaux » ou « réformistes », voire « modérés ».

Simultanément « exiger » une construction cohérente d'ensemble des trois dimensions de la réponse au défi (associant, sans dissocier, progrès social, approfondissement démocratique et respect de l'autonomie nationale dans une mondialisation négociée) serait exiger d'un « mouvement » qu'il devienne ce que je souhaiterais voir se concrétiser dans un « parti » répondant au défi de notre époque. Je n'ajouterai à ce « parti », dont je souhaiterais voir l'émergence, aucun qualificatif superflu et destructeur, comme celui de « parti d'avant garde ». J'imagine plutôt un groupe (petit) de « partis » de ce genre.

Les mouvements – progressistes inclus – entendent conserver leur indépendance. Ce n'est pas seulement évidemment leur droit ; il est souhaitable qu'ils la conservent, car celle-ci est

précisément à l'origine de l'efficacité de leurs interventions. Mais l'indépendance en question n'exclut nullement la cristallisation de nouveaux partis de gauche qui se proposent d'intégrer les différentes dimensions des réponses au défi dans une stratégie de construction alternative cohérente. Bien qu'il n'y ait aucune contradiction entre ces deux propositions, la perspective d'un renouveau d'organisations « partisans » effraie certains acteurs du « mouvement social mondial ». La crainte exprimée est que cette évolution sonnerait le glas des Forums dont « l'ouverture » serait de ce fait menacée. Je dirai qu'au contraire la cristallisation de nouveaux partis – ou encore la « repolitisation » des luttes sociales – ne peut que renforcer davantage les forces de la transformation sociale progressiste ; et que, en contrepoint, la stagnation des Forums dans une forme prétendue « apolitique » est le meilleur moyen d'en annihiler le potentiel d'efficacité.

En contrepoint des mouvements qui s'inscrivent dans cette perspective – que je qualifierai alors de « progressistes » - il nous faut identifier les moyens, thèmes, terrains de « luttes » choisis par l'adversaire.

Par principe, l'adversaire (c'est à dire le grand capital transnational dominant dans le système du néo-libéralisme mondialisé) choisit d'évacuer le terrain des luttes concrètes des classes populaires et des peuples dominés pour leur substituer d'autres « terrains de confrontation ». Cette option stratégique habile est peut être pensée ici ou là dans les « think-tanks » au service de Washington ou de Bruxelles. Je ne l'exclus pas, sans pour autant souscrire à une conception « conspiratoire » de l'histoire. Mais l'option en question ne fonctionne que parce que des relais nombreux – je veux donc dire des mouvements sociaux – s'inscrivent dans cette ligne de « réponse au défi ».

La gamme des « mouvements » que je qualifierai donc d'emblée de réactionnaires qui répondent à cette qualification – évacuer le terrain des confrontations sociales réelles pour émigrer ailleurs – illustrera facilement mon propos. Au cœur du système impérialiste, aux Etats Unis, les « néo-cons » (et les « citoyens » organisés par eux dans des « mouvements sociaux » qui comptent leurs adhérents par dizaines de millions), les « sectes » (avec leurs « télé-prédicateurs ») constituent l'exemple de gigantesques mouvements sociaux réactionnaires. Ces mouvements ne posent pas problème (ils le devraient pourtant) parce que tout simplement ils affichent leurs objectifs : défendre l'impérialisme de Washington, défendre la propriété privée , et simultanément défendre des positions en général jugées odieuses dans les Forums Sociaux (haine de l'homo-sexualité, par exemple). Et pourtant ces mouvements ne se voient pas eux mêmes comme ceux de serviteurs dévoués du grand capital. Il leur arrive d'exprimer leur « hostilité » aux « monopoles » ... La blague n'irait pas loin – on la connaît depuis les temps les plus anciens de la pratique de l'Etat si elle n'était encore pain béni pour des millions « d'électeurs » !

La tragédie véritable commence lorsque de telles billevesées s'emparent de fractions des peuples dominés et exploités par le capitalisme réellement existant. Les « fondamentalismes religieux » - Islam, hindouisme, bouddhisme politiques – fournissent l'essentiel de ces armées de mouvements sociaux réactionnaires. En dépit de la variété apparente des mouvements et partis qui se revendiquent d'un de ces labels – qui permet aux « politologues » et aux dirigeants politiques occidentaux de manœuvrer et de naviguer entre ceux qu'ils condamnent comme « terroristes » et ceux qu'ils admettent, après les avoir qualifiés de « modérés » - tous ces mouvements partagent des points de vue fondamentaux de départ qui les rangent dans le camp des forces réactionnaires apportant leur soutien au déploiement du projet néo-libéral mondialisé et impérialiste.

3. L'islam politique au service du déploiement impérialiste

Tous les courants qui se revendiquent de l'islam politique, sur lequel je me suis exprimé à de nombreuses reprises, proclame la « spécificité de l'islam » qui ignorerait la séparation politique/religion propre, selon eux, au « christianisme ». Il ne sert à rien de leur rappeler, comme je l'ai fait, que leurs propos reproduisent presque mot à mot ce que les réactionnaires européens du début du XIXe siècle (comme Bonald et de Maistre) disaient pour condamner la rupture que les Lumières et la Révolution française avaient produit dans l'histoire de l'Occident chrétien !

A partir de cette position tous les courants de l'islam politique choisissent de mener le combat sur le terrain de la « culture », réduite en fait à l'affirmation conventionnelle de l'appartenance religieuse héritée. En réalité les militants de l'islam politique ne sont pas véritablement intéressés par la discussion des dogmes qui constituent la religion. L'affirmation rituelle de l'appartenance à la communauté est leur préoccupation exclusive. Une telle « vision » de ce que serait la réalité du monde moderne n'est pas seulement navrante par l'immense désert de pensée qu'elle recouvre ; elle justifie les stratégies de l'impérialisme substituant au conflit centres impérialistes/périphéries dominées celui dit des « cultures ». L'exclusive culturelle permet donc à l'islam politique d'évacuer tous les terrains de confrontations sociales réelles opposant les classes populaires au système capitaliste mondialisé qui les opprime et les exploite. Les militants de l'islam politique ne sont jamais présents sur ces terrains, et leurs dirigeants répètent inlassablement que les luttes qui s'y développent sont « sans intérêt » !

Sur le terrain des enjeux sociaux réels l'islam politique se range dans le camp du capitalisme dépendant et de l'impérialisme dominant. L'islam politique défend le principe du caractère sacré de la propriété, légitime l'inégalité et toutes les exigences de la reproduction capitaliste. Le soutien par les Frères Musulmans au Parlement égyptien des lois réactionnaires récentes renforçant les droits des propriétaires au détriment de ceux des fermiers (la majorité de la petite paysannerie) en constitue un exemple parmi des centaines d'autres. On ne connaît pas l'exemple d'une seule loi réactionnaire promue dans un Etat musulman quelconque, en conformité d'ailleurs avec les recommandations des patrons du système impérialiste, à laquelle les mouvements islamistes se soient opposés. L'islam politique n'est pas « anti-impérialiste », même si ses militants pensent l'être ! Il est un allié précieux pour l'impérialisme, qui le sait d'ailleurs. On comprend alors que l'islam politique ait toujours compté dans ses rangs, parmi ses promoteurs les plus actifs d'ailleurs dès l'origine, les classes dirigeantes de l'Arabie Saoudite et du Pakistan. Les bourgeoisies compradore locales, les nouveaux riches, bénéficiaires de la mondialisation impérialiste en place, soutiennent largement l'islam politique. L'islam politique a renoncé à la perspective anti-impérialiste, pour lui substituer une position « anti-occidentale » (quasi « anti-chrétienne »), laquelle, évidemment n'engage les sociétés concernées que dans l'impasse et de ce fait ne constitue pas un obstacle au déploiement du contrôle impérialiste du système global.

L'islam politique n'est pas seulement « réactionnaire » sur « certaines questions » (notamment concernant le statut des femmes), voire responsable de dérives « fanatiques » dirigées contre les nationaux non musulmans (comme les Coptes en Egypte). L'islam politique est fondamentalement réactionnaire et de ce fait évidemment ne peut participer au progrès de la libération des peuples.

Trois arguments majeurs sont néanmoins avancés pour inviter les « mouvements sociaux » dans leur ensemble à « dialoguer » avec ceux qui se réclament de l’Islam politique.

Le premier est que l’Islam politique rassemble des masses populaires nombreuses, dont on ne peut donc ignorer – et mépriser – les expressions. Des images nombreuses viennent certainement en renfort de cette affirmation. Encore faudrait-il savoir garder davantage la tête froide et apprécier à leur juste valeur les « mobilisations » en question. Les « succès » électoraux orchestrés sont relativisés dès lors qu’on les soumet à des analyses plus rigoureuses. Je mentionne ici par exemple la gigantesque proportion des absentions - plus de 75 % ! – dans les élections égyptiennes. La « puissance » de la « rue islamiste » est largement simplement l’envers des faiblesses de la gauche organisée, absente sur les terrains où se déploient les conflits sociaux du jour.

Quand bien même conviendrait-on que l’Islam politique « rassemble » effectivement des masses importantes, est-on pour autant autorisé à en conclure que la gauche doit chercher à intégrer dans ses alliances d’action les organisations qui se revendiquent de ce courant ? Si l’Islam politique mobilise avec succès cela constitue un fait, et toute stratégie politique efficace doit intégrer ce fait dans ses réflexions, propositions et options. Mais la recherche de « l’alliance » n’est pas nécessairement le meilleur moyen de faire face au défi. Devait-on – pouvait-on d’ailleurs – intégrer les masses nazis ou fascistes dans un front commun ? Au demeurant on devrait savoir que les organisations de l’Islam politique – les Frères Musulmans en particulier – ne cherchent pas cette alliance, voire la rejettent. Et que si, par hasard, quelques malheureuses organisations de gauche parvenaient à croire qu’elles se sont fait accepter, la première décision que l’Islam politique, parvenu éventuellement au pouvoir, prendrait, serait de liquider avec la dernière violence leur « allié » encombrant, comme cela a été le cas en Iran avec les Mujahidin et Fidaiyin Khalq.

La seconde raison invoquée par les partisans du « dialogue » est que l’Islam politique, même s’il est réactionnaire en termes de propositions sociales, est « anti-impérialiste ». J’ai entendu dire que le critère que je propose (« le soutien sans réserves aux luttes conduites pour le progrès social ») serait « économiciste » et négligerait les dimensions politiques du défi auquel les peuples du Sud sont confrontés. Je ne crois pas que cette critique soit recevable compte tenu de ce que j’ai dit des dimensions « démocratique » et « nationale » des réponses souhaitables pour faire face au défi. Je conviens également que dans leur réponse au « défi » les forces en action ne sont pas nécessairement cohérentes dans leur manière de traiter des dimensions sociales et politiques du défi. On pourrait donc « imaginer » un Islam politique « anti-impérialiste » bien que régressif au plan social. On pense immédiatement à l’Iran, à la Palestine (Hamas), au Liban (Hezbollah), à certains mouvements de résistance en Irak. Je discuterai de ces situations particulières plus loin. Ce que je prétends c’est que dans son ensemble l’Islam politique n’est tout simplement pas anti-impérialiste, mais tout à fait rangé derrière les pouvoirs dominants à l’échelle mondiale.

Le troisième argument appelle l’attention de la gauche sur la nécessité de combattre l’Islamophobie. La « question des banlieues » c’est à dire du traitement des classes populaires d’origine immigrée dans les métropoles du capitalisme développé contemporain en crise ne peut être ignorée par une gauche quelconque digne de ce nom. L’analyse du défi et des réponses que leur apportent les uns et les autres (les intéressés eux mêmes, les gauches électorales européennes, les gauches radicales) sort du domaine de ce papier. Je me contenterai d’exprimer donc sur ce sujet mon point de vue de principe : que la réponse progressiste ne peut pas être fondée sur l’institutionnalisation du « communautarisme »,

lequel est par essence et nécessité toujours associé à l'inégalité et procède finalement d'une culture raciste. Produit spécifique de la culture politique réactionnaire des Etats Unis, le « communautarisme » (déjà triomphant en Grande Bretagne) pollue désormais la vie politique sur tout le continent européen. L'Islamophobie, promue d'une manière systématique dans des sections importantes du monde de la politique et des médias, trouve sa place dans les stratégies de « gestion » de la « diversité communautaire » au bénéfice du capital, car le respect prétendu de cette diversité n'est en fait que le moyen d'approfondir la division au sein des classes populaires.

La question des « banlieues » est spécifique et l'amalgame qu'on fait parfois en l'associant à la question de l'impérialisme (c'est à dire la gestion impérialiste des rapports entre les centres impérialistes dominants et les périphéries dominées) ne contribuera en rien à avancer sur chacun de ces terrains parfaitement distincts. L'amalgame fait partie de la boîte à outils de la réaction et est mis à contribution pour renforcer l'Islamophobie, qui permet de légitimer à la fois l'offensive contre les classes populaires dans les centres impérialistes et l'offensive contre les peuples des périphéries concernées. L'amalgame et l'islamophobie à leur tour rendent un précieux service à l'Islam politique réactionnaire, donnant crédibilité à son discours « anti-occidental ». Je dis donc que les deux campagnes idéologiques réactionnaires promues respectivement par la droite occidentale raciste et par l'Islam politique se soutiennent mutuellement comme elles soutiennent les pratiques communautaristes.

4. Modernité, démocratie, laïcité et Islam

L'image que la région arabe et islamique donne d'elle même aujourd'hui est celle de sociétés dans lesquelles la religion (l'Islam) occupe le devant de la scène dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Au point qu'il paraît incongru d'imaginer qu'il puisse en être autrement. La majorité des « observateurs » étrangers (responsables politiques et médias) en concluent qu'il faudra bien que la modernité, voire la démocratie, s'accommodent de cette présence lourde de l'Islam, interdisant de facto la laïcité. Ou bien cette conciliation est possible, et il faudra la soutenir. Ou bien elle ne l'est pas et il faudra faire avec cette région du monde telle qu'elle est. Je ne partage pas du tout cette vision dite « réaliste ». L'avenir est pour les peuples de la région comme pour les autres, la démocratie et la laïcité (dans une perspective longue du socialisme mondialisé). Cet avenir est possible ici comme ailleurs, mais nullement « garanti » et « certain », comme ailleurs également.

La modernité constitue une rupture dans l'histoire universelle, amorcée en Europe à partir du XVIe siècle. La modernité proclame l'être humain responsable de son histoire, individuellement et collectivement, et par là même rompt avec les idéologies dominantes prémodernes. La modernité permet alors la démocratie, comme elle exige la laïcité, au sens de séparation du religieux et du politique. Formulée par les Lumières du XVIIIe siècle, mise en œuvre par la Révolution française, l'association complexe modernité/démocratie/laïcité, ses avancées et ses reculs sont depuis au cœur du façonnement du monde contemporain. Mais la modernité par elle même n'est pas seulement une révolution culturelle, elle ne prend son sens que par le rapport étroit qu'elle entretient avec la naissance puis l'essor du capitalisme. Ce rapport a conditionné les limites historiques de la modernité « réellement existante ». Les formes concrètes de la démocratie et de la laïcité qu'on trouve ici et là doivent alors être considérées comme les produits de l'histoire concrète de l'essor du capitalisme, c'est à dire qu'elles ont été façonnées par les conditions concrètes dans lesquelles la domination du capital s'est exprimée – les compromis historiques qui définissent les contenus sociaux des blocs hégémoniques (ce que j'appelle les « parcours historiques des cultures politiques »).

Cette présentation condensée de ma lecture de la méthode constituée par le matérialisme historique (dont on trouvera des développements plus explicites ailleurs) est rappelée ici simplement pour situer dans son contexte théorique la diversité des modes d'association modernité capitaliste/démocratie/laïcité.

Les Lumières et la Révolution française ont proposé un modèle de laïcité radicale. Athée ou agnostique, déiste ou croyant (en l'occurrence chrétien), l'individu est libre de son choix, l'Etat l'ignore. Sur le continent européen – et en France à partir de la Restauration – les reculs et compromis qui ont associé au pouvoir de la bourgeoisie celui des classes dominantes des systèmes pré modernes ont été à la base de formes « atténuées » de la laïcité, entendue comme tolérance sans que le rôle social des Eglises ne soit exclu de la constitution politique. De son côté le parcours historique propre aux Etats Unis a façonné une culture politique fondamentalement réactionnaire, qui ignore la laïcité. La religion est ici un acteur social reconnu et la laïcité confondue avec la multiplicité des religions officielles (toute religion – ou même secte – est officielle).

Il existe une corrélation évidente entre le degré de radicalité du concept de laïcité retenu et celui de l'adhésion au thème central de la modernité concernant l'action par laquelle la société est façonnée. La gauche – radicale ou même modérée – qui croit à l'efficacité de la politique pour orienter l'évolution dans des directions voulues, défend des concepts forts de laïcité. La droite conservatrice prétend laisser les choses évoluer par elles mêmes, qu'il s'agisse de l'économie (l'option en faveur du « marché » est alors d'évidence favorable au capital), de la politique (la démocratie de basse intensité devenant la règle, « l'alternance » substituée à « l'alternative ») ou de la société (et dans ce cadre la politique n'a pas besoin de « laïcité » active – les « communautés » pallient les déficiences de l'Etat). Marché et démocratie représentative font l'histoire ; et il faut les laisser la faire. Dans le moment actuel de repli de la gauche cette version conservatrice de la pensée sociale domine largement, dans des formulations qui vont de celle de Touraine à celle de Negri. La culture politique réactionnaire des Etats Unis va plus loin dans la négation de la responsabilité de l'action politique. L'affirmation répétée que Dieu inspire la nation « américaine », et l'adhésion massive à cette « croyance », réduisent à néant le concept même de laïcité. Dire que Dieu fait l'histoire, c'est laisser en fait le marché seul la faire. Dans cette société le libre penseur, celui qui n'est pas membre d'une Eglise ou d'une secte, est considéré comme un « déviant » a-social, comme l'homosexuel, longtemps pas même toléré (ne pas oublier les Sorcières de Salem), soupçonné d'être « non-américain » (la commission Mac Carthy et aujourd'hui Bush junior le rappellent fréquemment). Sans doute les droits à l'existence des uns et des autres sont-ils désormais reconnus, depuis peu. Mais à condition évidemment que ces déviants quand même consentent à rester enfermés dans leurs ghettos.

Où se situent de ce point de vue les peuples de la région « Moyen Orient » concernée ? L'image de foules de barbus prosternés et de cohortes de femmes voilées, inspire des conclusions un peu trop rapides concernant l'intensité de l'adhésion religieuse des individus. On mentionne rarement les pressions sociales exercées pour obtenir le résultat ; les femmes n'ont pas choisi le voile, on le leur impose avec la dernière violence ; se faire remarquer par son absence à la prière coûte presque toujours le travail, parfois la vie. Les amis occidentaux « culturalistes » qui appellent au respect de la diversité des convictions se renseignent rarement sur les procédés mis en œuvre par les pouvoirs pour donner l'image qui leur convient. Il y a certes des « fous de Dieu ». Sont-ils en proportion plus nombreux que les

Catholiques d'Espagne qui défilent à Pâques ? Ou que les foules innombrables qui aux Etats Unis écoutent les téléprédicateurs ?

La région en tout cas n'a pas toujours donné cette image d'elle même. Au delà des différences de pays à pays, on peut identifier une grande région qui va du Maroc à l'Afghanistan, intègre tous les peuples arabes (à l'exception de ceux de la péninsule arabique), les Turcs, les Iraniens, les Afghans et les peuples d'Asie centrale ex soviétique, dans laquelle les potentiels de développement de la laïcité sont loin d'être négligeables. La situation est différente chez d'autres peuples voisins, les Arabes de la péninsule ou les Pakistanais.

Dans la région concernée les traditions politiques ont été fortement marquées par les courants radicaux de la modernité : les Lumières, la révolution française, la révolution russe, le communisme de la IIIe internationale ont été présents dans tous les esprits et y ont occupé beaucoup plus de place que le Parlementarisme de Wetsminster par exemple. Ces courants dominants ont inspirés les modèles majeurs de la transformation politique que les classes dirigeantes ont mis en œuvre, qu'on pourrait qualifier par certains de leurs aspects de formes de « despotisme éclairé ».

C'était certainement le cas dans l'Egypte de Mohamed Ali ou du Khédivé Ismail. Le kémalisme en Turquie et la modernisation en Iran ont opéré avec des méthodes qui s'en rapprochent. Le national-populisme propre aux étapes plus récentes de l'histoire appartient à la même famille de projets politiques « modernistes ». Les variantes du modèle ont été nombreuses (FLN algérien et bourguibisme tunisien, nassérisme égyptien, baasisme de Syrie et d'Irak), mais la direction du mouvement analogue. Les expériences d'apparence extrême – les régimes dits « communistes » en Afghanistan et au Yémen du Sud – n'étaient en réalité guère différents. Tous ces régimes ont beaucoup réalisé, et, pour cette raison, bénéficié d'un soutien populaire très large. C'est pourquoi, quand bien même n'ont-ils pas été véritablement démocratiques, ils ouvraient la voie à une évolution possible dans cette direction. Dans certaines circonstances – comme celles de l'Egypte de 1920 à 1950 – l'expérience de démocratie électorale a été tentée, soutenue par le centre anti-impérialiste modéré (le Wafd), combattue par la puissance impérialiste dominante (la Grande Bretagne) et ses alliés locaux (la Monarchie). La laïcité – mise en œuvre dans des versions modérées à vrai dire – n'était pas « refusée » par les peuples ; c'était au contraire les hommes de religion qui passaient auprès de l'opinion générale pour des obscurantistes – ce qu'ils étaient dans leur grande majorité.

Les expériences modernistes – du despotisme éclairé au national populisme radical - n'ont pas été le produit du hasard. Elles ont été imposées par des mouvements politiques puissants, dominants dans les classes moyennes, qui exprimaient par ce moyen leur volonté de s'imposer dans la mondialisation moderne comme partenaires à part entière, de plein droit. Ces projets qu'on peut qualifier de « bourgeois nationaux » étaient modernistes, laïcisants et potentiellement porteurs d'évolutions démocratiques. Mais précisément parce que ces projets entraient en conflit avec les intérêts de l'impérialisme dominant, celui-ci les a combattus sans relâche et mobilisé systématiquement à cet effet les forces obscurantistes en déclin.

On connaît l'histoire des Frères Musulmans, littéralement créés dans les années 1920 en Egypte par les Britanniques et la Monarchie pour barrer la route au Wafd démocrate et laïc. On connaît l'histoire de leur retour en masse de leurs asiles séoudiens après la mort de Nasser, organisé par la CIA et Sadate. On connaît l'histoire des Talibans formés par la CIA au Pakistan pour combattre les « communistes » qui avaient ouvert les écoles à tous, garçons et

filles. On sait même que les Israéliens ont soutenu Hamas à ses début pour affaiblir les courants laïcs et démocratiques de la résistance palestinienne.

L'Islam politique aurait eu beaucoup de difficultés à franchir les frontières de l'Arabie saoudite et du Pakistan sans le soutien résolu permanent et puissant des Etats Unis. Sans doute la société de l'Arabie Saoudite n'avait-elle jamais amorcé sa sortie de la tradition lorsque fut découvert l'océan de pétrole qui gisait sous son sol. L'alliance entre l'impérialisme et la classe dirigeante « traditionnelle », scellée immédiatement, faisait l'affaire des deux partenaires et donnait un souffle nouveau à l'Islam politique wahabite. De leur côté, les Britanniques étaient parvenus à briser l'unité indienne en convainquant les leaders musulmans de créer leur Etat propre, enfermé par son acte de naissance même dans l'Islam politique. On observera que la « théorie » par laquelle cette curiosité a été légitimée – attribuée à Mawdudi – avait été préalablement intégralement rédigée par les orientalistes anglais au service de Sa Majesté.

On comprend alors que l'initiative prise par les Etats Unis pour casser le front uni des Etats d'Asie et d'Afrique mis en place à Bandoung (1955) ait consisté à créer une « Conférence Islamique » immédiatement promue (dès 1957) par l'Arabie Saoudite et le Pakistan. L'Islam politique a pénétré dans la région par ce moyen.

La moindre des conclusions qu'on doit tirer des observations rappelées ici c'est bien que l'Islam politique n'est pas le produit spontané de l'affirmation par les peuples concernés de la force authentique de leur conviction religieuse. L'Islam politique a été construit par l'action systématique de l'impérialisme soutenu bien entendu par les forces réactionnaires obscurantistes et les classes compradore inféodées. Cela étant la responsabilité des gauches qui n'ont ni vu ni su comment faire face au défi reste indiscutable.

5. Questions relatives aux pays de la ligne de front(Afghanistan, Irak, Palestine, Iran)

Le projet des Etats Unis, soutenu à des degrés divers par leurs alliés subalternes européens et japonais, est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète (ce que j'appelle « l'extension de la doctrine Monroe à la planète »). Le « Moyen Orient » a été choisi, dans cette perspective, comme région de « première frappe », pour au moins trois raisons : (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la Planète et son contrôle direct par les forces armées des Etats Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine, l'Inde et la Russie ; (iii) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile, au moins dans l'immédiat.

Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, l'Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les trois premiers) ou menacé de l'être (l'Iran).

L'Afghanistan

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques non démocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans l'autre pays voisin (l'Inde, Pakistan inclus), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que les uns ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les Etats Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'Islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraîné et armé. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eut probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des Etats Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'OTAN et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolèrera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

L'Irak

La diplomatie armée des Etats Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L'Irak possède dans son sous sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Au delà de ce constat d'évidence banale, plusieurs séries de questions sérieuses restent à examiner : (i) pourquoi le plan de Washington a pu donner les apparences d'un succès fulgurant aussi aisément ? (ii) quelle situation nouvelle il a créé à laquelle la nation irakienne est confrontée aujourd'hui ? (iii) quelles réponses les différentes composantes du peuple irakien donnent à ce défi ? (iv) quelles solutions les forces démocratiques et progressistes irakiennes, arabes et internationales peuvent-elles promouvoir ?

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que certains comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « Etats » au moins (Kurde, Arabe sunnite et Arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue, non seulement pour ne pas évacuer le pays, mais encore pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était – et demeure – l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont jamais dit de leur occupation de

l’Egypte, à partir de 1882, qu’elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu’en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les Etats Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas – dans l’immédiat tout au moins – à la mesure de sa gravité extrême. C’est le moins qu’on puisse dire. Quelles en sont les raisons ? Les médias occidentaux dominants répètent à satiété que l’Irak est un pays « artificiel » et que la domination oppressive du régime « sunnite » de Saddam sur les Chiites et les Kurdes est à l’origine de la guerre civile inévitable (que seule la prolongation de l’occupation étrangère permettra peut être d’écarter). La « résistance » serait donc limitée à quelques noyaux islamistes pro Saddam du « triangle » sunnite. On ne peut que difficilement aligner autant de contre vérités.

Au lendemain de la première guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et, une classe de propriétaires latifundiaires, comme ils ont donné une position privilégiée à l’Islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti Communiste et le Parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiite et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s’est soldée par la victoire du Baas, saluée à l’époque par les puissances occidentales comme un soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l’unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l’étatisme n’était qu’à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l’impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d’armes chimiques à l’appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l’Iran de 1980 à 1989 semblait donner crédibilité au calcul. Saddam n’imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l’Irak était inacceptable pour l’impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu vert avait été donné à Saddam pour l’annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détaché pour en faire une de leurs colonies pétrolières) l’Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l’armée des Etats Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d’avoir attisé le conflit confessionnel entre Sunnites et Chiites. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd’hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute la Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l’exemple qu’il donnait de méthodes opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à

s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (Chiites ou Sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les Etats Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eut paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti Communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti Communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiite (je dis que le Chiisme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti Communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie, potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des Etats Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ». Loin de là.

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti Communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiite » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste

les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelque'en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

Qui parviendra à surmonter ces handicaps ? Les communistes devraient être bien placés pour le faire. Déjà les militants – présents sur le terrain – se démarquent de ceux des « leaders » (ceux que les médias dominants sont les seuls à connaître !) qui, ne sachant plus sur quel pied danser, tentent de donner un semblant de légitimité à leur « ralliement » au gouvernement de la collaboration en prétendant compléter par là même l'action de la résistance armée !! Mais beaucoup d'autres forces politiques, dans les circonstances, pourraient prendre des initiatives décisives en direction de la constitution de ce front.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union Européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des Etats Unis craignent aujourd'hui la défaite des Etats Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud de contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les Etats Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la revue arabe prestigieuse Al Mustaqbal Al Arabi, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006).

Le silence absolu que les médias européens oppose à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succéderont à son terme inévitable.

La Palestine

Le peuple palestinien est, depuis la déclaration Balfour pendant la première guerre mondiale, la victime d'un projet de colonisation d'un peuplement étranger, qui lui réserve le sort des « Peaux Rouges », qu'on l'avoue ou qu'on feigne de l'ignorer. Ce projet a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis), parce que l'Etat étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen Orient arabe à la domination du capitalisme impérialiste.

Il s'agit là, pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie, d'une évidence banale. De ce fait, sur les deux continents, l'affirmation et la défense des droits du Peuple Palestinien unissent spontanément. Par contre en Europe la « question palestinienne » provoque la division, produite par les confusions entretenues par l'idéologie sioniste, qui trouvent souvent des échos favorables.

Aujourd'hui plus que jamais, en conjonction avec le déploiement du projet américain du « grand Moyen Orient », les droits du peuple palestinien ont été abolis. Pourtant l'OLP avait accepté les plans d'Oslo et de Madrid et la feuille de route rédigés par Washington. C'est Israël qui a ouvertement renié sa signature, et mis en œuvre un plan d'expansion encore plus ambitieux ! L'OLP a été fragilisé de ce fait : l'opinion peut lui reprocher à juste titre d'avoir cru naïvement à la sincérité de ses adversaires. Le soutien apporté par les autorités d'occupation à son adversaire islamiste (Hamass) – dans un premier temps tout au moins – la progression de pratiques corrompues de l'administration palestinienne (sur lesquelles les « bailleurs de fonds » - Banque Mondiale, Europe, ONG – se taisent, s'ils ne sont pas parties prenantes) devaient conduire – c'était prévisible (et probablement souhaité) – à la victoire électorale du Hamass, prétexte supplémentaire immédiatement invoqué pour justifier l'alignement inconditionnel sur les politiques d'Israël « quelqu'elles soient » !

Le projet colonial sioniste a toujours constitué une menace, au delà de la Palestine, pour les peuples arabes voisins. Ses ambitions d'annexion du Sinaï égyptien, son annexion effective du Golan syrien, sont là pour en témoigner. Dans le projet du « grand Moyen Orient » une place particulière est donnée à Israël, au monopole régional de son équipement militaire nucléaire et à son rôle de « partenaire obligé » (sous le prétexte fallacieux qu'Israël disposerait de « compétences technologiques » dont aucun peuple arabe n'est capable ! Racisme oblige !).

Il n'est pas dans notre intention de proposer ici des analyses concernant les interactions complexes entre les luttes de résistance à l'expansion coloniale sioniste et les conflits et options politiques au Liban et en Syrie. Les régimes du Baas en Syrie ont résisté à leur manière aux exigences des puissances impérialistes et d'Israël. Que cette résistance ait également servi à légitimer des ambitions plus discutables (le contrôle du Liban) n'est certainement pas discutable. La Syrie a par ailleurs choisi soigneusement ses « alliés » parmi les « moins dangereux » au Liban. On sait que la résistance aux incursions israéliennes au Sud Liban (détournement des eaux inclus) avait été construite par le Parti Communiste libanais. Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré étroitement pour détruire cette « base dangereuse » et lui substituer celle du Hezbollah. L'assassinat de Rafic el Hariri a évidemment donné l'occasion aux puissances impérialistes (les Etats Unis en tête, la France derrière) d'une intervention dont l'objectif est double : faire accepter par Damas un alignement définitif au sein du groupe des Etats arabes vassalisés (Egypte, Arabie Saoudite) – ou, à défaut, liquider les vestiges du pouvoir baasiste dégénéré - , démanteler ce qui reste de capacité de résistance aux incursions israéliennes (en exigeant le « désarmement » de

Hezbollah). La rhétorique concernant la « démocratie » peut être invoqué, dans ce cadre, si utile.

L'Iran

Il n'entre pas non plus dans notre intention de développer ici les analyses que la « révolution islamique » appellent. Était-elle, comme elle s'est proclamée et comme on la voit souvent tant dans le camp de l'Islam politique que chez les « observateurs étrangers », l'annonce et le point de départ d'une évolution qui à terme doit s'emparer de toute la région, voire de l'ensemble du « monde musulman », rebaptisé pour la circonstance « d'umma » (« nation », ce qu'il n'a jamais été) ? Ou était-elle un événement singulier, en particulier parce que propre à la combinaison des interprétations de l'Islam chiite et de l'expression du nationalisme iranien ?

Du point de vue de ce qui nous intéresse ici je ferai seulement deux observations. La première est que le régime de l'Islam politique en Iran n'est pas par nature incompatible avec l'intégration du pays dans le système capitaliste mondialisé tel qu'il est (les principes sur lesquels repose le régime trouvent leur place dans une vision de la gestion « libérale » de l'économie). La seconde est que la Nation iranienne en tant que telle est une « nation forte » c'est à dire dont les composantes majeures sinon toutes – classes populaires et classes dirigeantes – n'acceptent pas l'intégration de leur pays en position dominée dans le système mondialisé. Il y a bien entendu contradiction entre ces deux dimensions de la réalité iranienne, et la seconde rend compte de celles des orientations de la politique extérieure de Téhéran qui témoignent d'une volonté de résister aux diktats étrangers.

Toujours est-il que c'est le nationalisme iranien – puissant et, à mon avis, historiquement tout à fait positif – qui explique le succès de la « modernisation » des capacités scientifiques, industrielles, technologiques et militaires, entreprise par les régimes successifs du Shah et du Khoménisme. L'Iran est l'un des rares Etats du Sud (avec la Chine, l'Inde, la Corée, le Brésil et peut être quelques autres mais pas beaucoup !) à avoir un projet « bourgeois national ». Que la réalisation de ce projet soit, à long terme, possible ou qu'il ne le soit pas (et c'est mon avis) n'est pas l'objet de notre discussion ici. Aujourd'hui ce projet existe ; il est en place.

C'est précisément parce que l'Iran constitue une masse critique capable de tenter de s'imposer comme partenaire respecté que les Etats Unis ont décidé de détruire le pays par une nouvelle « guerre préventive ». Le « conflit » se situe comme on le sait sur le terrain des capacités nucléaires que l'Iran développe. Pourquoi ce pays – comme tous les autres – n'en aurait-il pas le droit, jusques et y compris de devenir une puissance militaire nucléaire ? De quel droit les puissances impérialistes, et leur jouet israélien, peuvent-ils se targuer pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations « démocratiques » n'en feront jamais usage comme pourraient le faire les « Etats voyous » ? Quand on sait que les nations « démocratiques » en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs, et que les Etats Unis ont déjà employé l'arme atomique et refusent aujourd'hui l'interdiction absolue et générale de son usage ?

6. Ambiguïtés des luttes pour la démocratie

Je n'ai pas qualifié l'Islam politique de réactionnaire parce qu'il serait un mouvement religieux. Ce qu'au demeurant il n'est pas véritablement, appartenant à la famille vulgaire des moyens politiques utilisant à leurs fins la mobilisation de l'appartenance religieuse (comme l'est par exemple le papolâtrie polonaise).

En contraste il existe des mouvements authentiquement religieux qui sont résolument progressistes. La théologie de la libération en est meilleure preuve vivante, et les mouvements qu'elle inspire s'engagent sans la moindre hésitation dans toutes les luttes sociales aux côtés des classes populaires. Une « gauche islamiste » de même nature ne serait pas chose impossible à l'imaginer. Mais tout simplement elle n'existe pas. L'embryon de « fiqh al tahrir » (expression arabe synonyme de théologie de la libération) que Mahmoud Taha a tenté d'exprimer a été assassiné dans l'œuf (et Taha pendu) par les Islamistes eux mêmes, sans qu'aucune tendance se réclame de l'Islam n'ait cru devoir élever la moindre protestation.

Les réflexions concernant l'Islam politique proposées dans les pages précédentes sont probablement valables – mutatis mutandis – pour l'Hindouisme ou le Bouddhisme politiques. En Inde la droite pro-libérale et compradore partage ses soutiens entre le vieux parti du Congrès sur le déclin et l'Hindouisme politique. Les élucubrations du Dalai Lama, mobilisé par la clique de Bush dans le « camp du Bien » contre le Diable (en l'occurrence chinois), sont traitées avec la plus grande bienveillance par beaucoup d'organisations progressistes par ailleurs.

Les mouvements sociaux réactionnaires ne défilent pas seulement sous des déguisements d'apparence religieuse. Ils sont tout aussi nombreux à se mobiliser derrière les oripeaux d'une authenticité ethnique fabriquée. Croates, Musulmans de Bosnie, Kosovars, Baltes se définissent de la sorte, tout comme d'autres – en Afrique en particulier – substituent à l'appartenance à la nation constituée au lendemain de la victoire du mouvement de libération nationale et de l'indépendance l'adhésion à une communauté « tribale », ethnique ou para ethnique. Tous ces « nationalismes » ne le sont pas, au sens qu'ils ne s'affirment pas en réponse au défi de la mondialisation libérale sous la houlette des Etats Unis ; au contraire ils s'inscrivent dans le camp de ceux qui soutiennent inconditionnellement toutes les initiatives du grand capital transnational et de la diplomatie armée de Washington et de l'OTAN. Leurs « nationalismes » ne s'affirment que contre le voisin, et sont par là même mis au service de la stratégie impérialiste d'affaiblissement des peuples par l'approfondissement de leurs divisions internes. Soutenir ces « revendications » sous prétexte que les régimes contre lesquels leurs auteurs se sont insurgés ont mal géré la diversité en question (et cette accusation est, au moins à un certain degré, presque toujours vraie) n'aide certainement pas à sortir de l'impasse. Les ethnocraties anti-démocratiques sur lesquelles ces mouvements se sont construits ne constituent désormais que des courroies de transmission de la domination impérialiste, et rien d'autre.

Les mouvements sociaux sont rarement pluridimensionnels. Les terrains sur lesquels ils s'expriment sont presque toujours parfaitement délimités par leurs constitutions d'origine. Un syndicat, une organisation féministe, une association écologiste restent ce qu'ils sont. Et il n'y a là rien de quoi inquiéter. Même si, sans malveillance aucune, on est en droit de poser les questions relatives aux perspectives dans lesquelles l'action de ces mouvements s'inscrit. Par exemple : l'égalité hommes/femmes est-elle possible sans sortir des logiques de la reproduction capitaliste ? La logique financière à court terme propre au capitalisme n'est-elle pas de nature à annihiler la portée des projets écologistes ?

Au delà, il reste que la spécificité des terrains d'action choisis porte en elle la possibilité d'incohérence stratégique des acteurs en question. La qualité – progressiste ou non – de l'action conduite dans ces circonstances demeure objet de questionnement possible. De nombreux mouvements de « revendication politique démocratique » ont été, de ce fait, incapables de s'inscrire dans une transformation progressiste de leurs sociétés mais ont plutôt contribué à les enfoncer dans la régression. J'ai évidemment à l'esprit les mouvements des prétendues « révolutions » (rose, orange ...) dans les pays de l'ex URSS (Ukraine, Georgie etc.). Non que les critiques que ces mouvements aient adressées aux pouvoirs contre lesquels ils ont appelé à l'insurrection aient été sans fondement. Ces critiques étaient parfaitement justes. Mais ces mouvements ont associé leur revendication démocratique (en apparence tout au moins) à leur ralliement intégral au libéralisme mondialisé. Ils ont été de ce fait manipulés par la CIA avec la plus grande facilité et n'ont pas même fait progresser la cause de la démocratie. Ces expériences tragiques nous rappellent que les causes du progrès social et de la démocratie ne peuvent être dissociées. On devra donc bien conclure, hélas, que ces mouvements, en dépit de leur habillement « démocratique », étaient parfaitement réactionnaires.

Les « mouvements démocratiques » de ce type sont loin d'avoir épuisé leur potentiel de déploiement. La raison en est simplement que beaucoup de régimes politiques dans l'Asie et l'Afrique contemporaine souffrent de déficits démocratiques graves pour le moins qu'on puisse dire. L'establishment des Etats Unis, soutenu par ses alliés européens subalternes, peut, dans ces conditions, nourrir l'illusion qu'il agit pour « promouvoir » la démocratie. On voit en effet se dessiner une évolution curieuse dont l'exemple égyptien fournit une illustration amusante. La bourgeoisie compradore en Asie et en Afrique qui a rarement témoigné de convictions démocratiques, se convertit soudain en « libéraux démocrates » applaudis par Washington pour assumer « l'alternance » (en Egypte en concurrence avec la technobureaucratie sur le déclin et l'Islam politique montant). Ces libéraux ont pris la précaution de souscrire par avance aux dogmes du néo-libéralisme économique et social et de faire connaître leur ralliement à la diplomatie armée de Washington.

7. En conclusion : vrais et faux conflits au Moyen Orient et ailleurs

Le conflit fondamental par lequel se définit toute l'époque moderne est celui qui oppose le travail (dominé, opprimé et exploité) au capital (dominant et exploiteur).. Cela ne signifie en aucune manière ni que tous les « conflits » qui se déploient sur les scènes politiques et sociales puissent être « réduits » directement à ce conflit fondamental, ni même que les acteurs historiques dans ces conflits prennent la mesure de leur articulation avec lui (ou même s'intéressent à la connaître !). Par ailleurs le conflit capital/travail en question opère dans le capitalisme réellement existant comme système impérialiste mondialisé à travers la contradiction qui oppose les périphéries dominées aux centres dominants. Cela ne signifie pas que les sociétés des centres et des périphéries considérées constituent des blocs homogènes ; au contraire elles sont traversées par la même contradiction fondamentale, mais à leur manière différente. La tâche du matérialisme historique est précisément, dans mon interprétation, d'analyser les modes de fonctionnement de toutes ces articulations, et, à partir de là, de dégager les évolutions possibles qu'elles ouvrent ou ferment, positives ou négatives du point de vue de la longue perspective socialiste, humaniste, internationaliste et universaliste.

Les conflits qui en apparence occupent le devant de la scène n'ont pas nécessairement la portée que leur expression directe évoque. J'en prendrai ici trois de leurs manifestations dominantes contemporaines.

Premièrement : ce qu'on appelle le « conflit des cultures » est en réalité une stratégie politique, développée systématiquement par l'impérialisme collectif de la triade, formulée en termes idéologiques par son leader (l'establishment des Etats Unis). Cette stratégie est d'autant plus efficace dans ses effets que des mouvements sociaux dans le camp des victimes du système en adopte les thèmes et contribuent ainsi à en faire une réalité.

Deuxièmement : la lutte pour la démocratie contre toutes les formes d'autocratie et d'oppression n'a jamais été séparable ni de celle des travailleurs et des classes populaires victimes de l'exploitation, ni de celle des peuples dominés pour leur libération. Mais il existe des forces sociales et politiques qui, aujourd'hui, procèdent à cette séparation et prétendent possible et nécessaire de le faire. Je prétends que, ce faisant, les mouvements concernés sont manipulés par le capital dominant et ne font pas progresser la cause de la démocratie elle même. Et si, aux Etats Unis et en Europe une bonne partie de l'opinion croit peut être à la sincérité des interventions de leurs pays en « faveur de la démocratie », il est nécessaire de rappeler qu'en Asie et en Afrique cette rhétorique dite démocratique ne bénéficie d'aucune crédibilité.

Troisièmement : le conflit entre « civilisés » et « terroristes » dont on nous rebat les oreilles n'est là que pour occulter le conflit réel qui oppose l'impérialisme aux peuples qu'il veut dominer. L'establishment des Etats Unis prépare depuis une vingtaine d'années au moins la fabrication de ce « nouvel ennemi », en développant un discours « théorique » sur la possibilité pour des organisations « privées » de se doter de moyens de destruction massive et sur leur soutien éventuel par des « Etats voyous », et simultanément en contribuant à l'émergence effective de « groupes terroristes » (soutien par la CIA de groupes extrémistes de l'Islam fondamentaliste, peut être complicité passive sinon active dans les événements du 11 Septembre venus à temps, promulgation immédiate de lois et dispositions prêtes depuis des années ...).

Les interventions des centres du système mondial moderne (les « puissances occidentales ») dans les périphéries des trois continents n'ont jamais été, depuis 1492, qu'au service de la consolidation de la domination impérialiste, quelqu'en aient été les motifs invoqués. Les motifs invoqués aujourd'hui – exportation de la démocratie ou lutte contre le terrorisme – ne valent pas mieux que ceux invoqués hier (la « mission civilisatrice »). Les conséquences dramatiques des interventions en cours dans le cadre du projet du « Grand Moyen Orient » démontrent une fois de plus, si cela était nécessaire, qu'aucune intervention des Etats Unis ou de l'OTAN, fût-elle déguisée par une « résolution » des Nations Unies, quelqu'en soient les motifs (même dits « humanitaires ») et dans quelque région du monde que ce soit (y compris en Europe comme en Yougoslavie), n'est défendable. Le devoir des forces démocratiques européennes est d'exiger simplement la dissolution de l'OTAN et le démantèlement des bases étatsuniennes, comme il est d'exiger l'évacuation immédiate de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Palestine occupée. Je renvoie ici aux propositions faites dans l'Appel de Bamako (18 Janvier 2006).

La responsabilité des forces démocratiques européennes, si importante soit-elle, ne doit pas permettre aux forces démocratiques dans les pays du Sud, et particulièrement dans les pays arabes, d'oublier la leur.

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers

dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables.

La région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.